



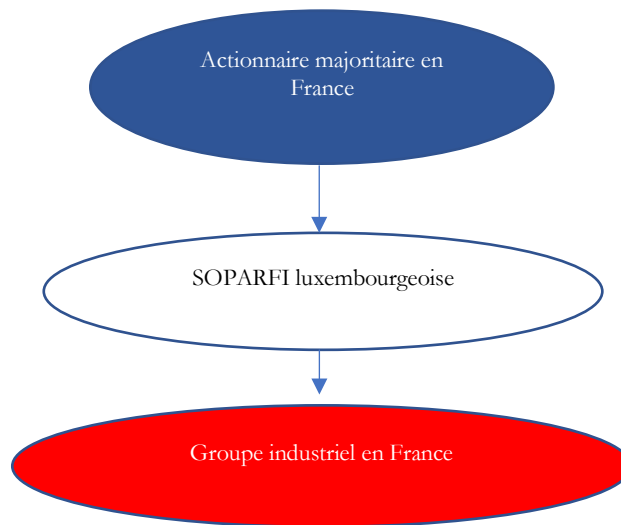
# THEIMER-AVOCATS

## Holdings patrimoniales cross-border : attention danger

De nombreuses familles ont structuré la détention de leur patrimoine au travers d'une société holding patrimoniale pure (sans activité autre que la gestion de sa trésorerie et/ou de ses participations), souvent à l'occasion de la cession d'une entreprise ou préalablement à une telle cession.

Lorsque les bénéficiaires économiques, la holding et les investissements sous-jacents sont tous situés dans le même Etat, ce type de structuration ne devrait pas soulever de contestations de l'administration fiscale (sauf exception).

En revanche, dès lors qu'il existe une présence dans au moins deux Etats, la situation est tout autre. Nous prendrons un exemple transfrontalier simple pour illustrer notre propos.



Malgré le principe de libre circulation en Europe, nous constatons dans notre pratique quotidienne que ce type d'organisation ne peut plus prospérer et doit rapidement être modifié pour éliminer les difficultés nées de la présence de deux Etats au moins.

Les textes de loi, les administrations fiscales et la jurisprudence sont de plus en plus regardants sur les notions de bénéficiaire effectif, de siège de direction effectif, de fiscalité privilégiée dans un Etat (y compris pour les SOPARFI) et de substance des sociétés.

Le projet de Directive ATAD 3 concernera tous les Etats de l'Union européenne et devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Il fragilisera encore plus ce type de structuration en soumettant les sociétés situées en Europe à une obligation déclarative spécifique sur leur substance.

Il est donc urgent de vous alerter sur l'obligation d'étudier au plus vite les solutions à mettre en œuvre pour sécuriser les familles sur leur schéma de détention international de leur patrimoine.

Le 18 octobre 2022  
Alain THEIMER

**Société d'Avocats inscrite au Tableau de l'Ordre des Avocats au Barreau de Luxembourg**

5, boulevard Royal L-2449 Luxembourg | Tel +352 26 97 59 – Fax +352 26 20 05 17  
S.à.R.L au capital de 12.500 € - RCS Luxembourg B184810  
N°TVA Intracommunautaire LU26699786